

Plan Local d'Urbanisme



Modification 3

approuvée par délibération du 22/06/2023

1 – Rapport de Présentation

1.2 - Notice des incidences sur l'environnement

VILLE DE
SAINT-JORY

toulouse
métropole

Toulouse Métropole
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821
31505 Toulouse Cedex 5
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01
www.toulouse-metropole.fr

Sommaire

1. RAPPEL LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE.....	5
1.1 Rappel Général.....	5
1.1 Description et contexte du document d'urbanisme.....	5
2. DESCRIPTION DES CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES, DE LA VALEUR ET DE LA VULNÉRABILITÉ DES ZONES CONCERNÉES PAR LA 3ÈME MODIFICATION DU PLU DE LA COMMUNE DE SAINT-JORY ET DES PRINCIPALES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ HUMAINE DE LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE MODIFICATION SUR CES ZONES.....	8
2.1 Éléments de contexte.....	8
2.2. Paysages et patrimoine bâti.....	9
2.3. Richesses écologiques.....	10
2.4. Gestion de la ressource en eau.....	14
2.5. Climat-énergies.....	16
2.6. Risques et nuisances.....	17
2.7. Natura 2000.....	19

1. Rappel législatif et réglementaire

1.1 Rappel Général

En application notamment des dispositions des articles L.104-1 à L.104-2, R.104-21 à R.104-25 et R.104-28 à R.104-37 du Code de l'Urbanisme et du décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, les documents d'urbanisme doivent, en raison de leurs possibles incidences sur l'environnement, faire l'objet d'une évaluation environnementale soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas par l'Autorité Environnementale (AE) désignée à cet effet ou la Personne Publique Responsable, et avis conforme de l'AE.

Examen au cas par cas réalisé par l'Autorité Environnementale (articles R.104-28 à R.104-32) :

L'arrêté du 26/04/2022, paru au JO du 15/05/2022, fixe la liste détaillée des informations que la personne publique responsable du SCOT, du PLU, de la carte communale ou de l'UTN doit transmettre à l'autorité environnementale dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas dite « ad hoc » ou d'auto-évaluation, introduite par la loi ASAP du 07/12/2020 et son décret d'application du 13/10/2021 aux articles R.104-33 à R.104-37 du Code de l'Urbanisme.

A compter du 01/09/2022, dans tous les cas d'auto-évaluation d'un SCOT, d'un PLU, d'une carte communale ou d'une UTN, la personne publique responsable saisira l'autorité environnementale via un formulaire, publié en annexe de l'arrêté du 26 avril 2022. Ces formulaires s'appliquent aux saisines pour avis conforme de l'autorité environnementale effectuées à compter du 1er septembre 2022 dans le cadre des auto-évaluations réalisées en application du premier alinéa de l'article R.104-33 du Code de l'Urbanisme.

Les procédures pour lesquelles l'autorité environnementale a été saisie, avant cette date, par la personne publique responsable en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme restent régies par les dispositions antérieurement applicables. Pour les examens au cas par cas réalisés par la personne publique responsable, Toulouse Métropole s'est référée à l'annexe 3 de la Fiche « Procédure d'examen au cas par cas PLU-PLUi » actualisée en avril 2017 qui décline les différentes informations demandées par la DREAL Occitanie, pour constituer le présent dossier de demande d'examen au cas par cas dans le cadre de la 3ème Modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de SAINT-JORY.

Conformément à l'article R.104-29 du code de l'urbanisme, ce dossier pour l'examen au cas par cas comprend :

- une description des caractéristiques principales du document.
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du document.
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du document.

1.1 Description et contexte du document d'urbanisme

Le détail des caractéristiques de la procédure de la 3ème modification du PLU de Saint-Jory sont présentées dans le projet de notice explicative transmise avec ce dossier d'examen au cas par cas. Les éléments essentiels à la compréhension du présent dossier sont les suivants :

1. CADRE RÉGLEMENTAIRE

- 1.1 L'évolution du document d'urbanisme
- 1.2 Cadre législatif

- 1.3 Les objectifs assignés à la modification du PLU

2. CHANGEMENTS APPORTES AU DOCUMENT D'URBANISME

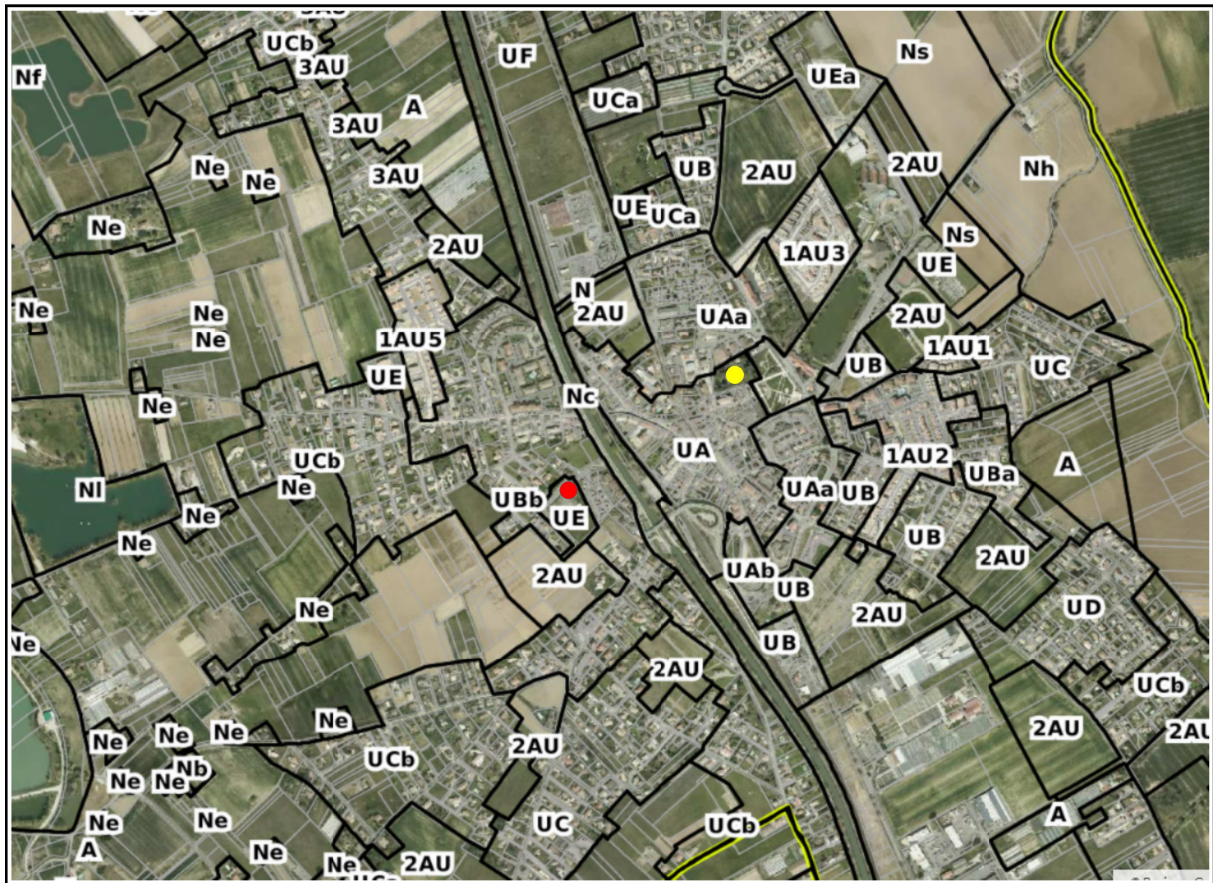
- 2.1 Comptabilité du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes avec lesquels il doit être compatible
- 2.2 Exposé des motifs de modification et dispositions retenues

Dans ce contexte, il s'agit d'identifier les effets potentiels des points d'objet de cette procédure de modification (voir liste ci-après pour mémoire) compte-tenu de leur nature et de leur localisation (c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné), et ce, afin d'expliquer les raisons pour lesquelles ils ne sont pas susceptibles :

- d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;
- de permettre la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.

Points d'objet	Projet - Type de modification	Pièces du dossier concernées
Production de logements dont logements locatifs sociaux (LLS)		
1	Projet Cœur de Ville : Modification des règles écrites de hauteur, de stationnement, des règles de retrait, d'emprise au sol et d'espaces communs en zone UA et UAa afin de permettre la création d'un sous-secteur UAc avec notamment la réalisation du programme cœur de ville.	<ul style="list-style-type: none"> - 3.1. Règlement écrit - 3.2. Règlement : partie graphique
2	Evolution des outils de mixité sociale : seuil d'application pour la réalisation de logement social à modifier	<ul style="list-style-type: none"> - 3.1. Règlement écrit
3	Rue Fabas -Changement du zonage : réduction d'une zone UE vers UB	<ul style="list-style-type: none"> - 3.2. Règlement : partie graphique
Développement économique		
4	Evolution de la règle écrite de l'article 1 de la Zone UF : - autoriser le stationnement des véhicules - interdire le stockage des gravats et des cailloux pour une meilleure qualité environnementale.	<ul style="list-style-type: none"> - 3.1. Règlement écrit
5	Evolution de la règle écrite de l'article 1 de la Zone A : - interdire les occupations du sol liées au concassage et dépôts de gravats	<ul style="list-style-type: none"> - 3.1. Règlement écrit

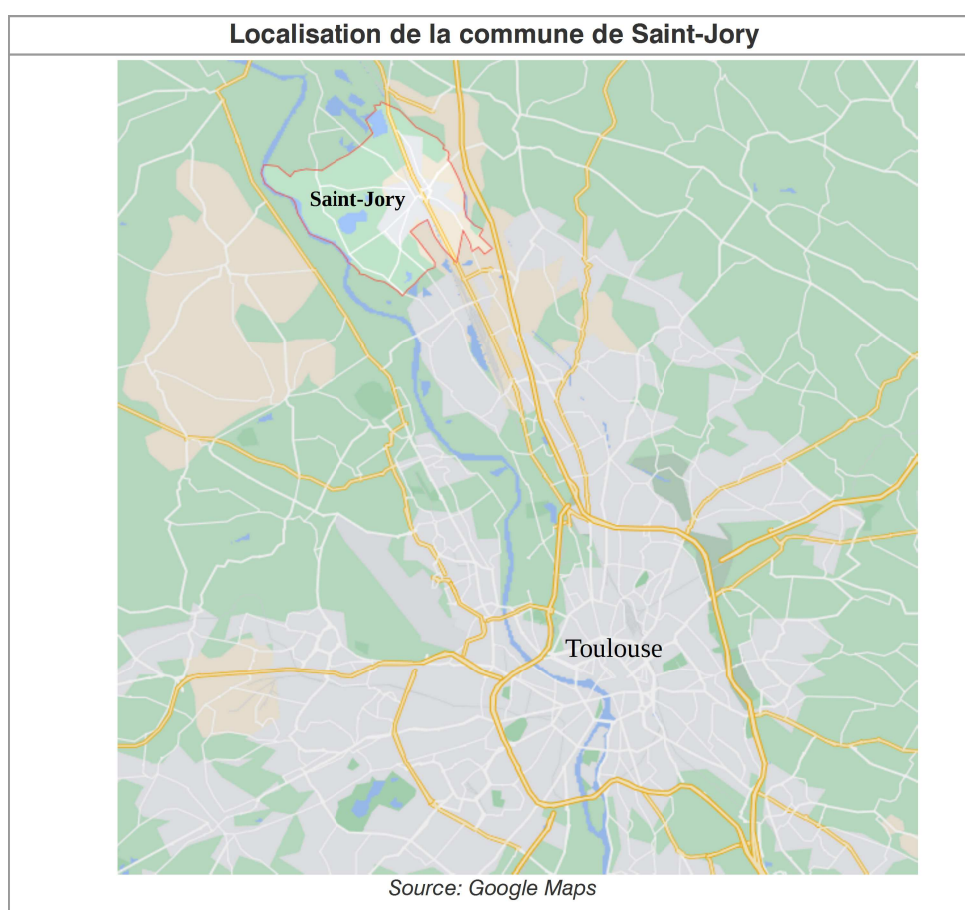
Préambule



- Point d'objet n°1 : Projet Cœur de Ville,
- Point d'objet n°3: Rue Fabas, Changement du zonage : réduction d'une zone UE vers UB

2. Description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité des zones concernées par la 3ème modification du PLU de la commune de Saint-Jory et des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre de cette modification sur ces zones

2.1 Éléments de contexte



Saint-Jory est une commune située à 17 km de Toulouse au Nord du département de la Haute-Garonne. Elle est dans l'agglomération toulousaine et fait partie de l'aire d'attraction de Toulouse. Elle fait partie du canton de Fronton et appartient à la communauté urbaine Toulouse Métropole. Saint-Jory est une commune qui compte 6 383 habitants en 2019, après avoir connu une forte hausse de la population depuis 1962.

2.2. Paysages et patrimoine bâti

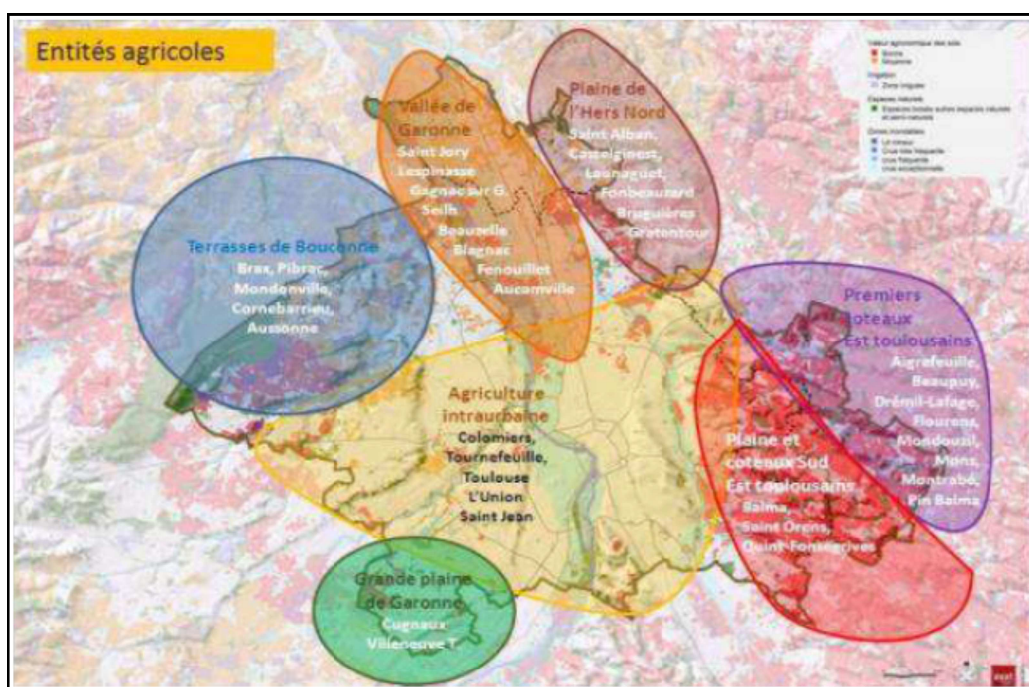
Le paysage communal est fortement marqué par la terrasse alluviale de la Garonne et l'activité maraîchère qui s'y est développée. L'Espace rural est structuré autour de groupes de bâti diffus, signalée par des éléments végétaux tels que des alignements d'arbres en bordure de voie d'accès, des arbres de parc jouxtant le bâti, ainsi que des bosquets et haies entourant l'ensemble. Néanmoins leur présence est de plus en plus effacée de ce paysage.

- Au-delà du bâti, le marquage végétal était une constante du paysage et accompagnait les éléments structurants : La RD 820 bordée de platanes dans sa partie Nord et le canal latéral de Garonne également dans sa partie Nord.

Ce paysage, témoin d'une activité essentiellement agricole, subit actuellement une mutation profonde liée à l'urbanisation récente et à l'exploitation de gravières :

- mitage de l'espace agricole de façon tentaculaire le long de la majorité des voies communales ;
- banalisation de l'espace par la multiplicité de lacs et étangs résiduels de l'exploitation de gravières, sans réaffectation aboutie ou réhabilitation ;
- abandon du marquage végétal traditionnel au profit de végétaux standardisés. (laurière, thuya...).

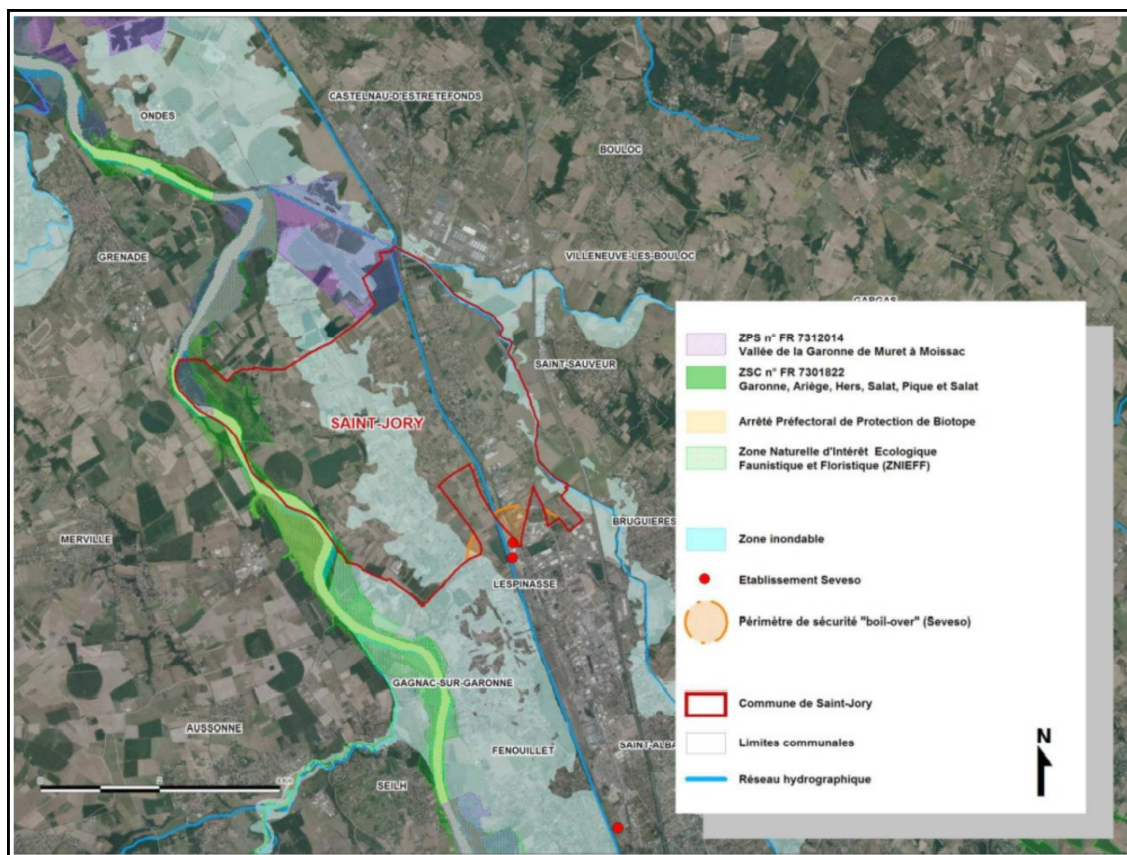
Le patrimoine architectural de la commune comprend un immeuble protégé au titre des monuments historiques : le château, inscrit en 1927.



► Au vu de ces éléments, la procédure de 3^{ème} Modification du PLU de Saint-Jory n'a pas d'incidences directes ou indirectes sur l'environnement, en particulier sur les éléments de paysage et de patrimoine bâti identifiés :

- les points d'objets n°1 et 3 sont hors emprise des éléments de paysage et de patrimoine bâti identifiés, et n'ont manifestement pas d'effet notable sur eux.

2.3. Richesses écologiques



Synthèse des enjeux environnementaux, source: DREAL / AUAT

La commune de Saint-Jory est située sur la plaine de la Garonne. Son territoire est traversé par la Garonne sur sa limite ouest, par l'Hers sur sa limite Est, et par le canal latéral de Garonne du sud au nord dans la partie urbanisée. Le secteur situé à l'ouest du canal appartient au bassin versant de la Garonne, tandis qu'à l'est de celui-ci, les eaux de ruissellement sont drainées par l'Hers. La faible pente entraîne fréquemment des problèmes d'écoulement et de stagnation des eaux.

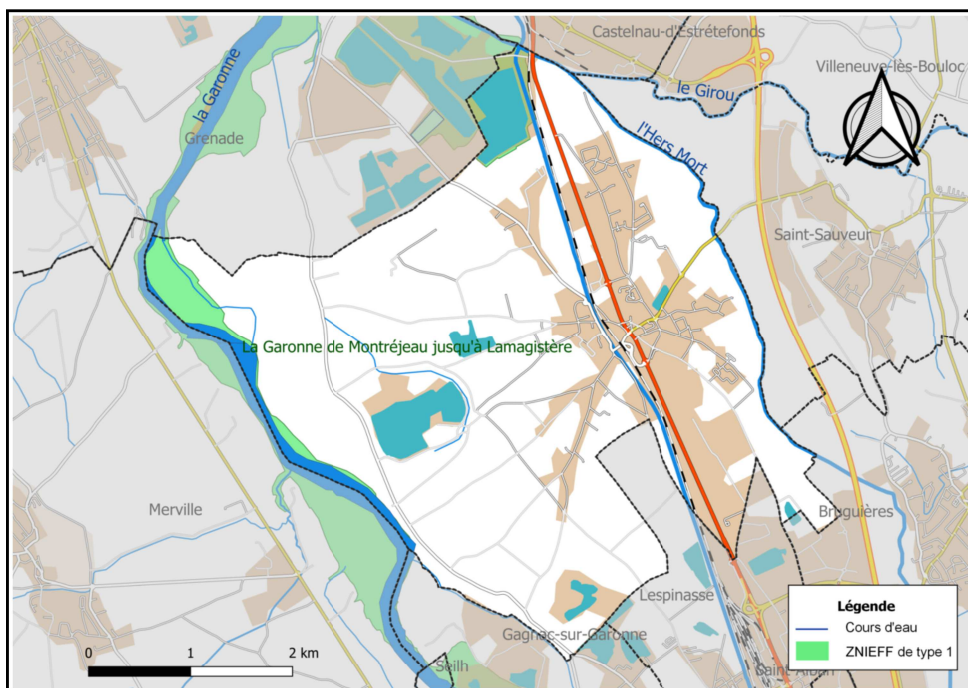
Plusieurs gravières exploitées ou non façonnent certains secteurs du territoire :

- Au nord, la gravière dans le périmètre de captage des eaux, appartient à un propriétaire privé et au syndicat des eaux.
- Au centre-ouest, le plan d'eau communal au lieu-dit Braguessou à vocation de loisirs, tandis que le lac des Maçons actuellement privé est en partie comblé et voué à l'être entièrement.
- Enfin au sud-est se trouve un petit lac bordé par de l'habitat.

La commune possède de nombreux espaces naturels dont la valeur patrimoniale est reconnue et protégée, principalement le long de la Garonne et de ses berges mais aussi le complexe de gravières situé à la limite entre Saint-Jory et Grenade au nord, et le long de la Garonne en limite ouest.

Deux ZNIEFF de type 1 et une ZNIEFF de type 2 sont recensées sur la commune :

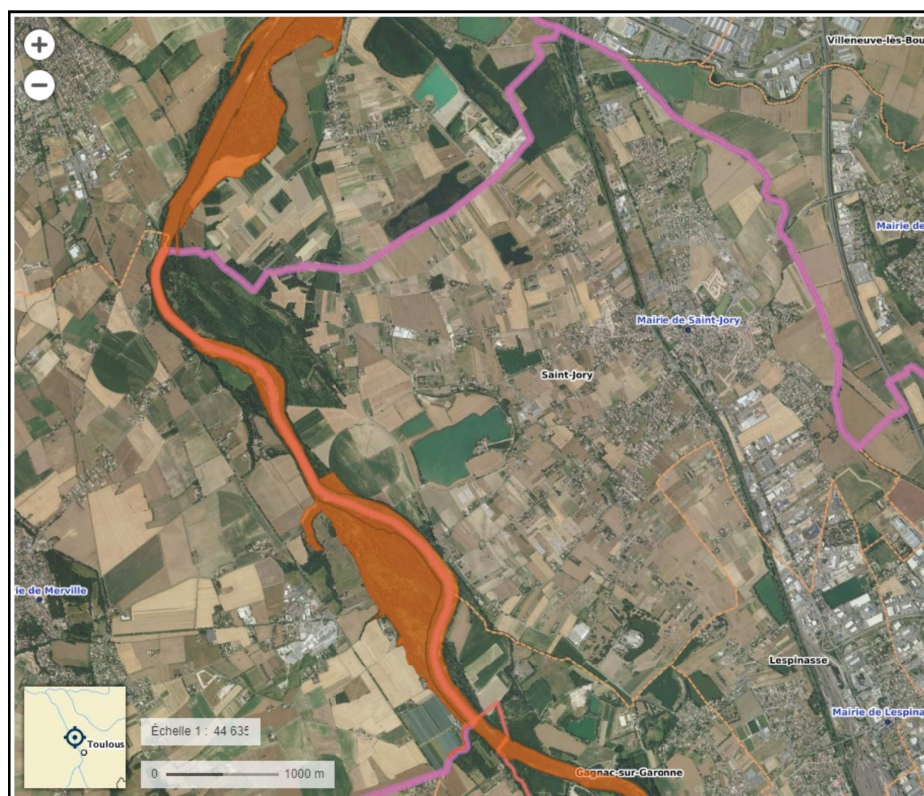
- les « gravières de Saint-Caprais et de la Gravette » (233 ha), couvrant 3 communes du département,
- « la Garonne de Montréjeau jusqu'à Lamagistère » (5 075 ha), couvrant 92 communes dont 63 dans la Haute-Garonne, trois dans le Lot-et-Garonne et 26 dans le Tarn-et-Garonne,
- et une ZNIEFF de type 2 : « la Garonne et milieux riverains, en aval de Montréjeau » (6 874 ha), couvrant 93 communes dont 64 dans la Haute-Garonne, trois dans le Lot-et-Garonne et 26 dans le Tarn-et-Garonne.



Source: site de l'inventaire national du patrimoine naturel

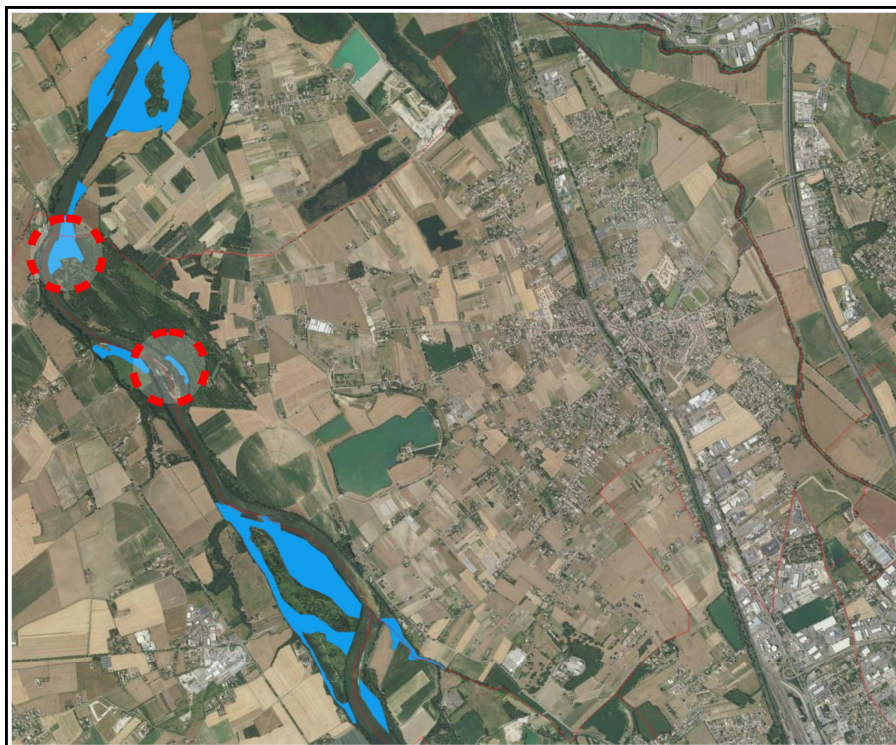
Les rives de la Garonne sont aussi protégées par deux zonages correspondant à des arrêtés de Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB) tous les deux en limite Ouest du territoire :

- Le Ramier de Bigorre,
- La Garonne (Poissons migrateurs) « Biotope nécessaires à la reproduction, au repos et à la survie de poissons migrateurs sur la Garonne à l'aval de Toulouse » ;



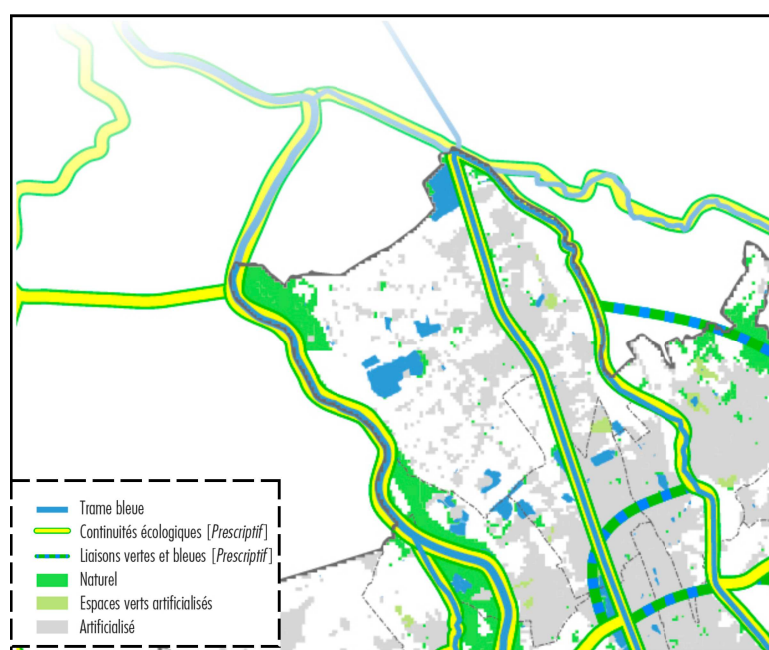
Arrêté de Préfectoraux de Protection de Biotope; Source: Géoportail

Une zone humide a été recensée sur le territoire communal. Elle se situe au niveau du canal latéral à la Garonne. Il s'agit de la Zone humide au Sud-Est du lac de Capy en bordure de ripisylve du canal latéral à la Garonne (0,72 Ha). C'est une forêt en bordure de cours d'eau (nappe, ruissellement et précipitations) pouvant abriter des espèces comme les loutres d'Europe.



Zones humides, Source: Géoportail

D'autres espaces naturels sont identifiés sur la commune. Ils correspondent essentiellement aux autres formations boisées des bords de Garonne et ne sont pas concernés par les zonages réglementaires et d'inventaires ci-avant. On mentionnera également les quelques bosquets et haies résiduelles dans l'espace agricole qui présentent un fort intérêt comme refuge pour la faune et la flore sauvage et contribuent également à la qualité du paysage.



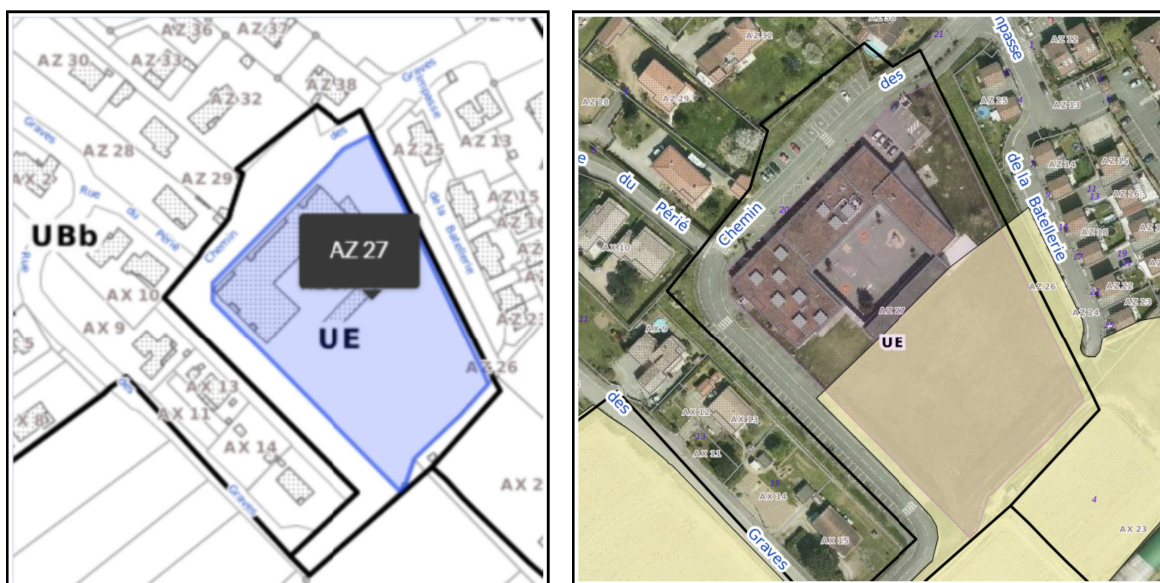
Cartothèque – SCOT de la grande agglomération toulousaine

Par ailleurs, le SCoT de la grande agglomération toulousaine, auquel appartient la commune, identifie 3 « continuités écologiques à maintenir et renforcer » traversant le territoire du Nord au Sud. Il s'agit de la Vallée de la Garonne (à l'extrémité Ouest), du canal latéral de Garonne (au centre) et de l'Hers et de ses berges (à l'extrémité Est).

► Au vu de ces éléments, la procédure de 3^{ème} Modification du PLU de Saint-Jory n'a pas d'incidences directes ou indirectes sur les réservoirs de biodiversité :

- les points d'objet n°1 et n°3 est localisés hors de l'emprise des inventaires répertoriés pour la protection de l'environnement et de la biodiversité.

- Consommation des Espaces, Naturels, Agricoles et Forestiers



Source : OCSGE 2019 – aua/T-TM

La Loi Climat et Résilience du 24/08/2021 (article L.151-5 du Code de l'urbanisme) édicte des objectifs de modération de la consommation des Espaces Naturels, Agricoles ou Forestiers (ENAF) et de lutte contre l'étalement urbain. Afin d'identifier ces espaces et leur consommation éventuelle, la Collectivité mobilise des données provisoires établies pour la phase d'élaboration du PADD du PLUi-H en date de janvier 2022. Il s'agit de données issues de l'OCSGE 2019 pour laquelle la définition des espaces urbanisés et des espaces naturels agricoles et forestiers est en cours de consolidation.

Le point d'objet n°1 concernant le Projet Cœur de Ville est un projet de renouvellement urbain qui répond aux objectifs fixés dans la loi Climat et résilience, de lutte contre l'étalement urbain en densifiant la zone urbaine centrale de la commune, desservis par les réseaux de transport et disposant de tous les services indispensables aux besoins des populations. Ce projet est situé en zone urbaine, il est déjà construit et desservi, il ne concerne aucun E.N.A.F.

Le point n°3 de la présente procédure de modification se situe sur la parcelle AZ27, en zone UE au PLU et identifiée en partie nord comme espace urbanisé et en partie sud comme ENAF par l'OCSGE 2019. Cette partie sud, identifiée comme espace agricole représente une superficie de 4866 m².

Il apparaît cependant que cet espace, sans enjeu agricole identifié est d'ores et déjà constructible et enserré dans des espaces urbanisés. Les évolutions envisagées dans le cadre de la modification du PLU visent à modifier les destinations des constructions autorisées et à optimiser les droits à construire dans l'objectif de production de logements et de logements locatifs sociaux pour la

commune.

► *Au vu de ces éléments, la procédure de 3^{ème} Modification du PLU de Saint-Jory n'a pas d'incidences directes ou indirectes sur la consommation d'espaces naturels et forestiers :*

- *le point d'objet n°1 est localisé hors emprise des espaces naturels et forestiers, et n'a manifestement pas d'effet notable sur eux.*
- *le point d'objet n° 3 concerne un ENAF de faible ampleur, déjà constructible et enserré dans les espaces urbanisés.*

2.4. Gestion de la ressource en eau

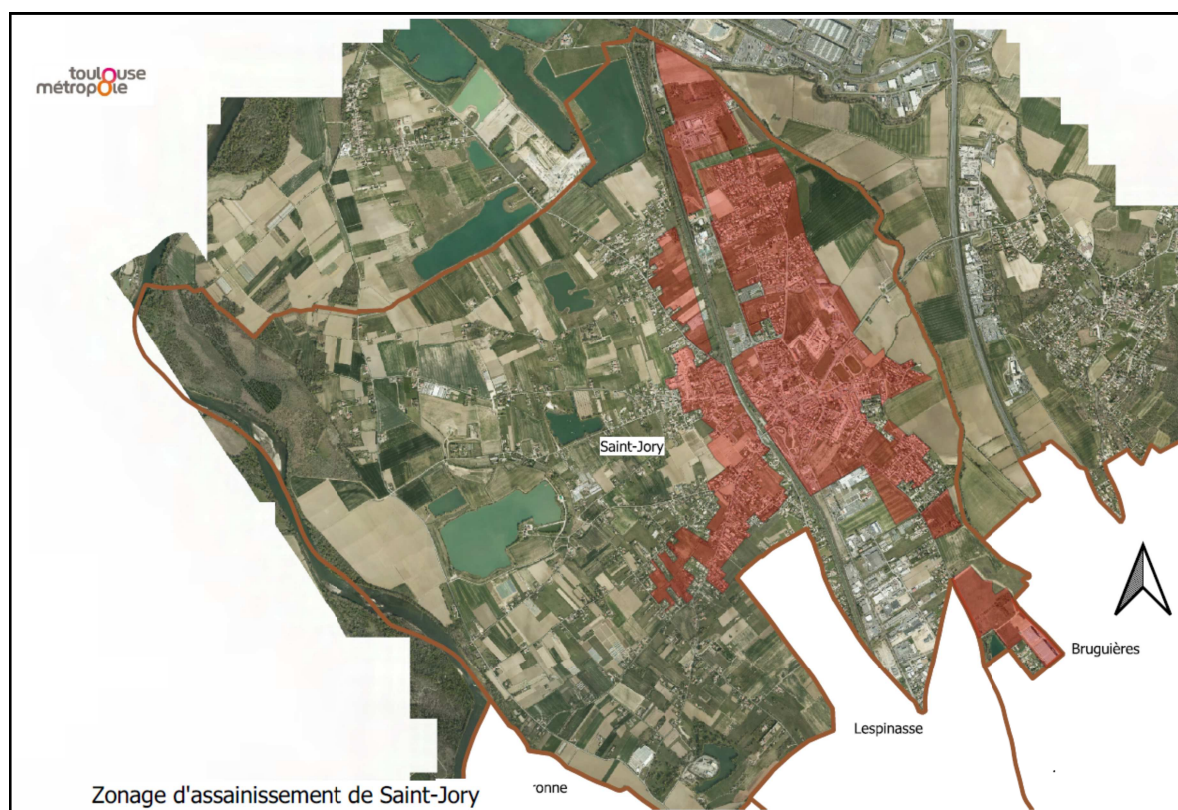
- Eaux pluviales :

Il existe un zonage d'assainissement des eaux pluviales, ainsi qu'un règlement du Service Public de l'assainissement des Eaux Pluviales. Un Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales doit également être réalisé prochainement.

► *Au vu de ces éléments, la procédure de 3^{ème} Modification du PLU de Saint-Jory n'a pas d'incidences directes ou indirectes sur les éléments d'eaux pluviales identifiés. Les points d'objets n'impactant pas les zonages d'assainissement des eaux pluviales de la commune.*

- Assainissement des eaux usées :

Il existe des zones d'assainissement non collectifs mais aucun point d'objet concerné est en assainissement autonome. Les eaux usées de la commune sont traitées via la station d'épuration de St Jory. Le système de traitement est communal. Il est en mesure de faire face à l'augmentation des quantités d'eaux usées produites sur le territoire liée à l'augmentation de la population ou à de nouvelles activités. Le Schéma directeur d'assainissement réalisé en 2019 a été réalisé en ce sens.



Source: Cycle de l'Eau

► Au vu de ces éléments, la procédure de 3^{ème} Modification du PLU de Saint-Jory n'a pas d'incidences directes ou indirectes sur l'assainissement des eaux usées.

- Alimentation en eau potable :

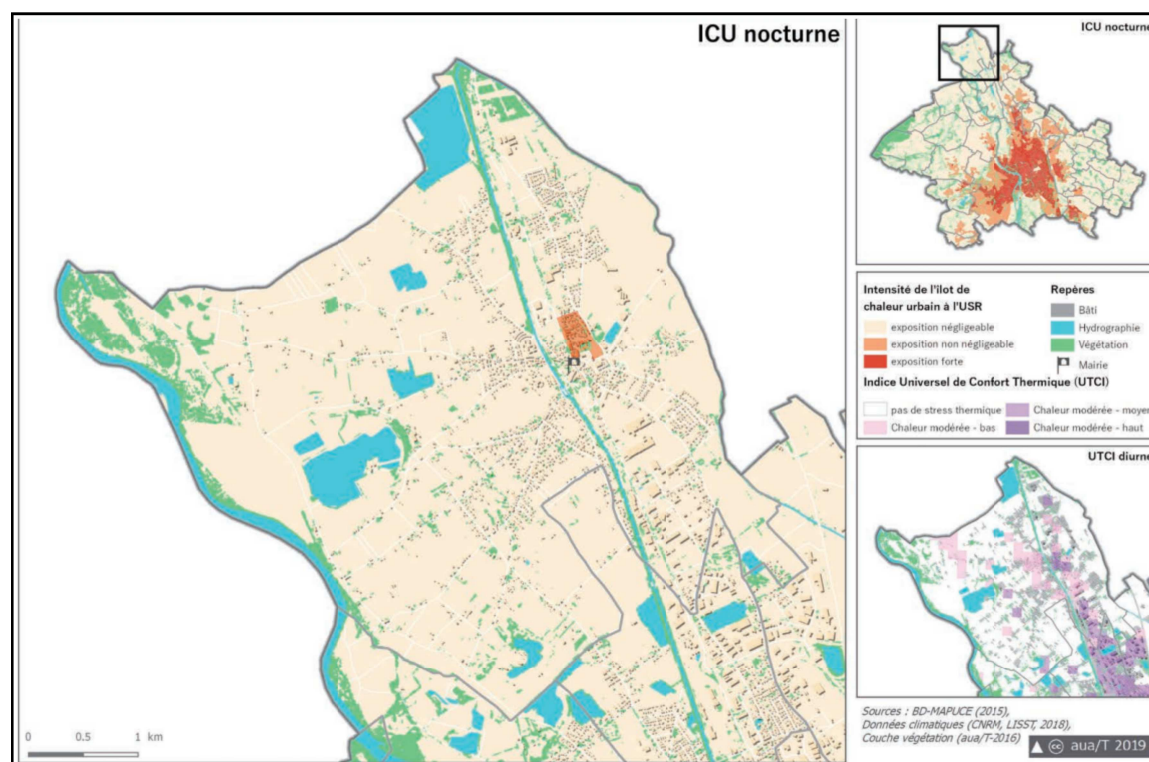
La procédure n'a pas d'impact direct ou indirect sur un périmètre de protection (immédiat, rapproché ou éloigné) d'un captage destiné à l'alimentation humaine. La commune est alimentée en eau potable via un système d'alimentation intercommunal. Le système d'alimentation est en mesure de faire face à l'augmentation de la demande en eau potable sur le secteur liée à l'augmentation de la population ou à ces nouvelles activités. Le SDAEP réalisé en 2015 vise à répondre à cette problématique.

La quantité de l'eau distribuée est conforme aux normes de potabilité. D'après les données du Rapport Annuel Délégué 2021 :

- Taux de conformité des prélèvements microbiologiques = 100 %
- Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques = 100 %

► Au vu de ces éléments, la procédure de 3^{ème} Modification du PLU de Saint-Jory n'a pas d'incidences directes ou indirectes sur l'alimentation en eau potable.

2.5. Climat-énergies



Arrêté le 19 décembre 2019, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) incarne le projet d'aménagement du territoire porté par la Région Occitanie à l'horizon 2040. Il fixe plusieurs priorités régionales dont certaines sont reprises dans la procédure de 3^{ème} Modification du PLU de Saint-Jory, comme notamment la gestion économe de l'espace.

Arrêté le 29 juin 2012, le Schéma Régional Climat-Air-Energie de Midi-Pyrénées (SRCAE) fixe, à l'échelon du territoire régional et aux horizons 2020 et 2050, plusieurs objectifs stratégiques permettant de lutter contre le changement climatique et la pollution atmosphérique. Ces objectifs sont ensuite déclinés selon plusieurs orientations régionales dont certaines sont reprises dans la procédure de 3^{ème} Modification du PLU de Saint-Jory, telles que lutter contre l'étalement urbain et le mitage.

Adopté le 27 juin 2019, le Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) de Toulouse Métropole est un projet territorial de développement durable qui s'inscrit dans le contexte mondial du changement climatique et des problématiques liées aux ressources. Il vise ainsi à apporter une réponse locale aux enjeux environnementaux et économiques à travers la mise en œuvre d'un programme d'actions porté par la Métropole. Les points d'objet de la 3^{ème} Modification du PLU de Saint-Jory ne sont pas en lien direct avec les actions portées par le PCAET mais ils vont dans le sens de ses grandes orientations (diminution de la consommation foncière, développement respectueux de la TVB, amélioration de la sécurité et de l'accessibilité des usagers et des riverains...).

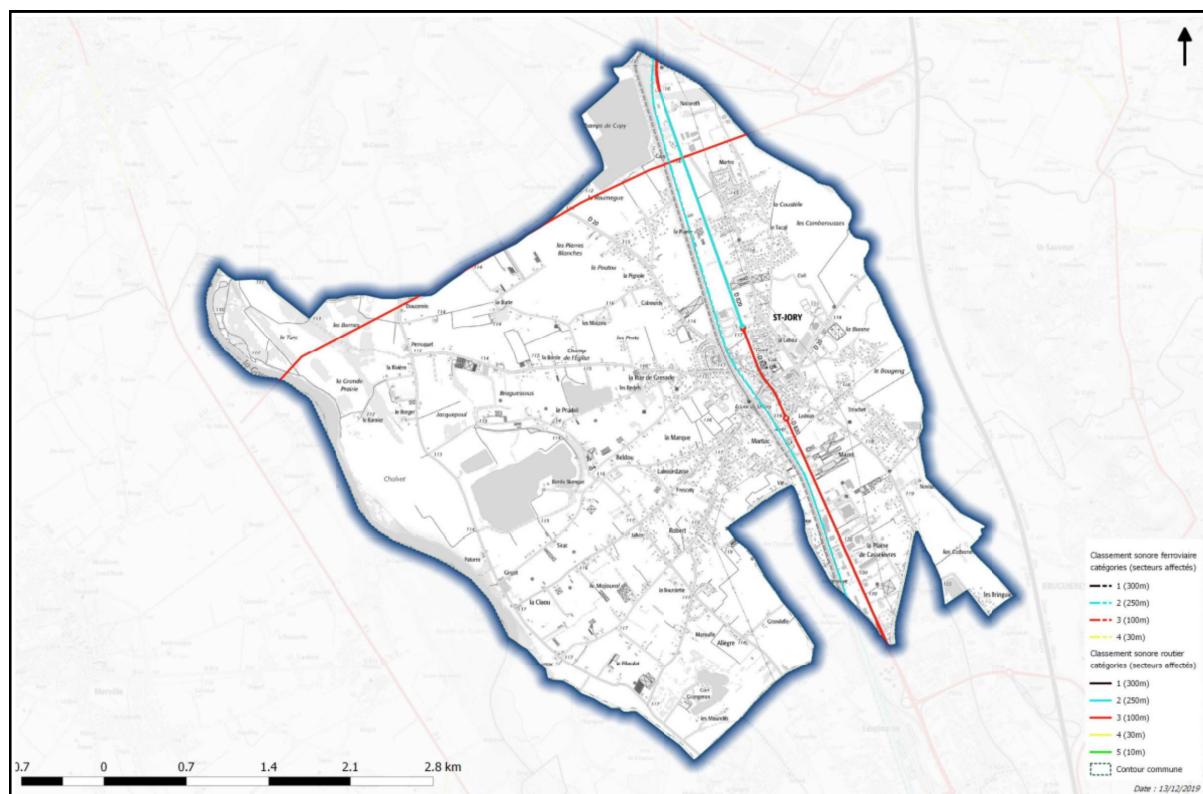
Par ailleurs, dans la continuité du PCAET et des enjeux liés au changement climatique, un Atlas climatique a été établi en Mai 2020 sur le territoire de Toulouse Métropole en vue d'une meilleure prise en considération des enjeux climatiques et microclimatiques dans les politiques publiques d'aménagement du territoire et de planification. Une attention particulière est portée sur la notion d'îlot de Chaleur Urbain (ICU) qui correspond à un excès de température en milieu urbain par rapport aux zones rurales voisines.

► Au vu de ces éléments, la procédure de 3^{ème} Modification du PLU de Saint-Jory n'a pas d'incidences directes ou indirectes sur le climat et l'énergie.

13.

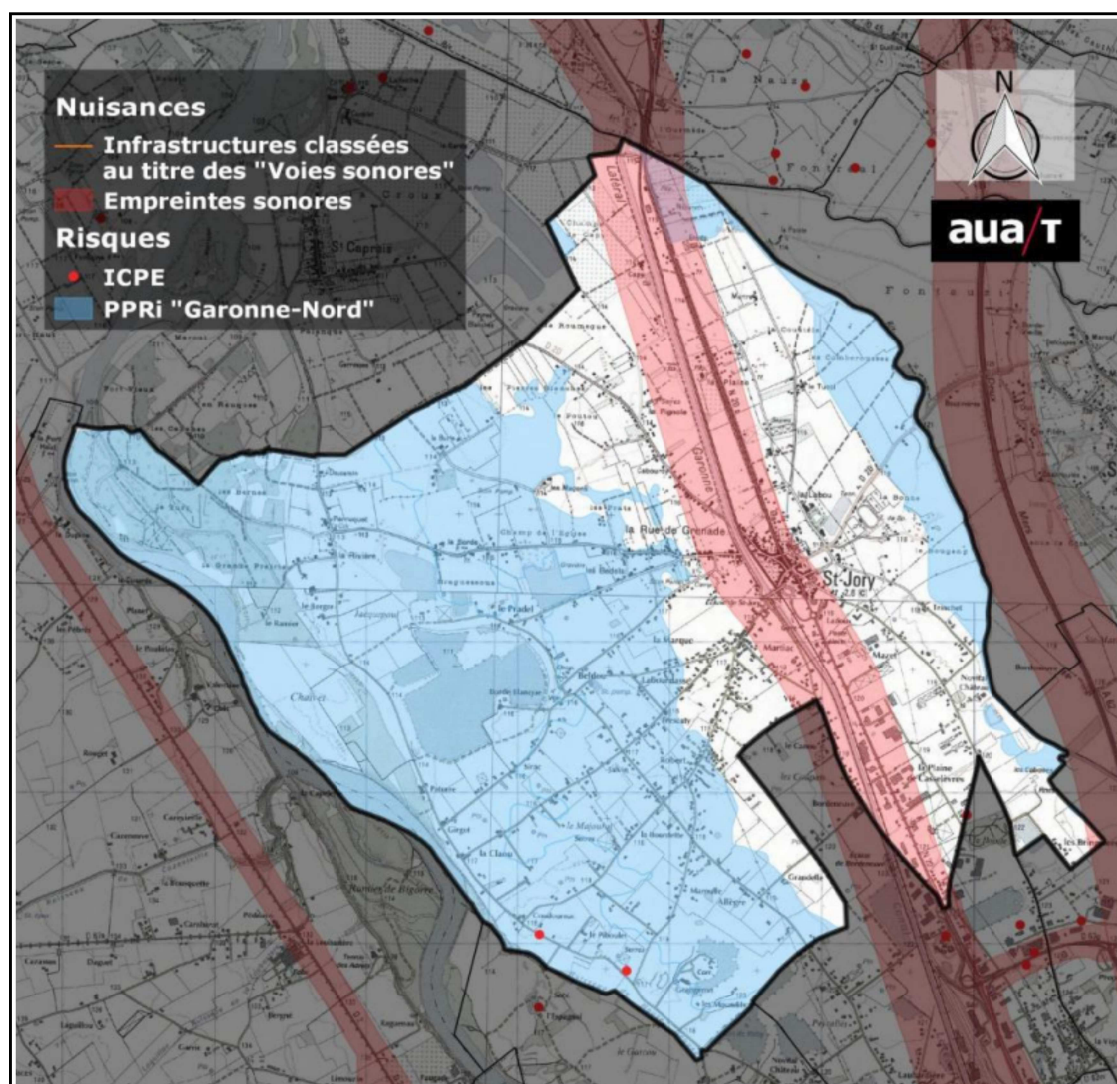
2.6. Risques et nuisances

La commune est impactée par un classement de plusieurs voies et infrastructures de transport qui la traverse en tant que « Voies sonores » : l'autoroute A62, la route départementale RD820 et la voie de chemin de fer.



Source : Préfecture de la Haute-Garonne

Le point d'objet n°1 est situé à proximité de la RD820 qui est classé en catégorie 3 du classement sonore routier. Il est à noter que ce point d'objet situé à proximité d'infrastructures de transport terrestre, recensé dans une zone de nuisances sonores respectera les mesures acoustiques à prendre en compte pour limiter l'exposition des populations aux nuisances sonores. Les autres points d'objet ne sont pas situés à proximité de ces axes routiers classés pour des nuisances sonores.



Source: DREAL AUA/T

La commune est soumise à plusieurs risques naturels et technologiques :

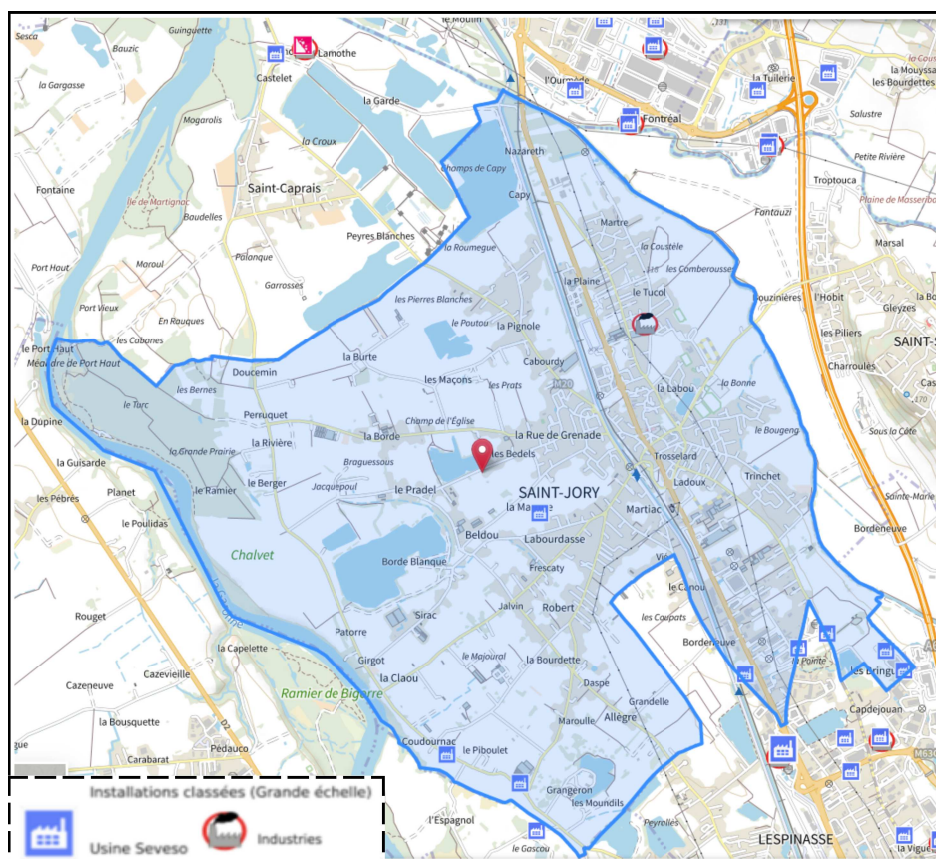
- Il s'agit du risque d'inondation lié à la Garonne qui a été traduit dans un PPR inondation (PPRi « Garonne Nord ») approuvé depuis le 29 Juillet 2005 et dont le PLU communal doit prendre en compte les différentes prescriptions édictées dans le document. Le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) du Bassin de Risque Garonne-Nord de la commune de Saint-Jory a été approuvé par arrêté préfectoral du 29 Juillet 2005. Il couvre les zones inondables de l'Hers mort et de la Garonne, et constitue une servitude d'utilité publique.
- Le PPRN mouvements différentiels de terrain liés au retrait gonflement des argiles couvre lui aussi l'ensemble de la commune (risque sécheresse).
- Saint-Jory est aussi classée en tant que « commune à risque » au titre des ruptures de barrage, mais non prioritaire.
- LE PPRT (risque technologique) lié au dépôt de carburant Total situé sur la commune de Lespinasse.

► Au vu de ces éléments, la procédure de 3ème Modification du PLU de Saint-Jory n'a pas d'incidences directes ou indirectes sur les risques et les nuisances sonores.

- Les points d'objets n°1 et n°3 sont localisés au sein de des empreintes sonores mais comme expliqué plus haut, des mesures sont prises pour limiter l'exposition des populations aux nuisances sonores. Aucun point d'objet n'est concerné par le PPRi Garonne-Nord.

- ICPE, risques Transports de matières dangereuses et bruit :

Plusieurs ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) sont recensées sur le territoire. De plus, Saint-Jory, riveraine de Lospinasse, sur laquelle existent des ICPE, et notamment un dépôt de carburant Total, de l'ordre de 60 000 m³ assurant l'approvisionnement régional des stations du groupe, est impactée par un périmètre de danger. Cet entrepôt est assujéti à la directive Seveso II seuil « haut », au titre des risques d'incendie et d'explosion. Enfin, le BRGM 2 a recensé sur la commune 38 sites en activité ou non pouvant présenter un risque pour l'environnement dans son inventaire BASIAS.



Source: Géorisques

Comme le montre la carte ci-dessus, plusieurs Installations classées pour la protection de l'environnement et établissements déclarant des rejets et transferts de polluants sont situés sur le territoire de la commune de Saint-Jory. Néanmoins, ils sont situés hors des zones touchées par la procédure et non impactés par les modifications effectuées.

► Au vu de ces éléments, la procédure de 3^{ème} Modification du PLU de Saint-Jory n'a pas d'incidences directes ou indirectes sur les risques naturels et technologiques :

• les points d'objet n°1 et n°3 sont hors emprise des zones concernées par des risques naturels et technologiques, et n'ont manifestement pas d'effets notables sur eux.

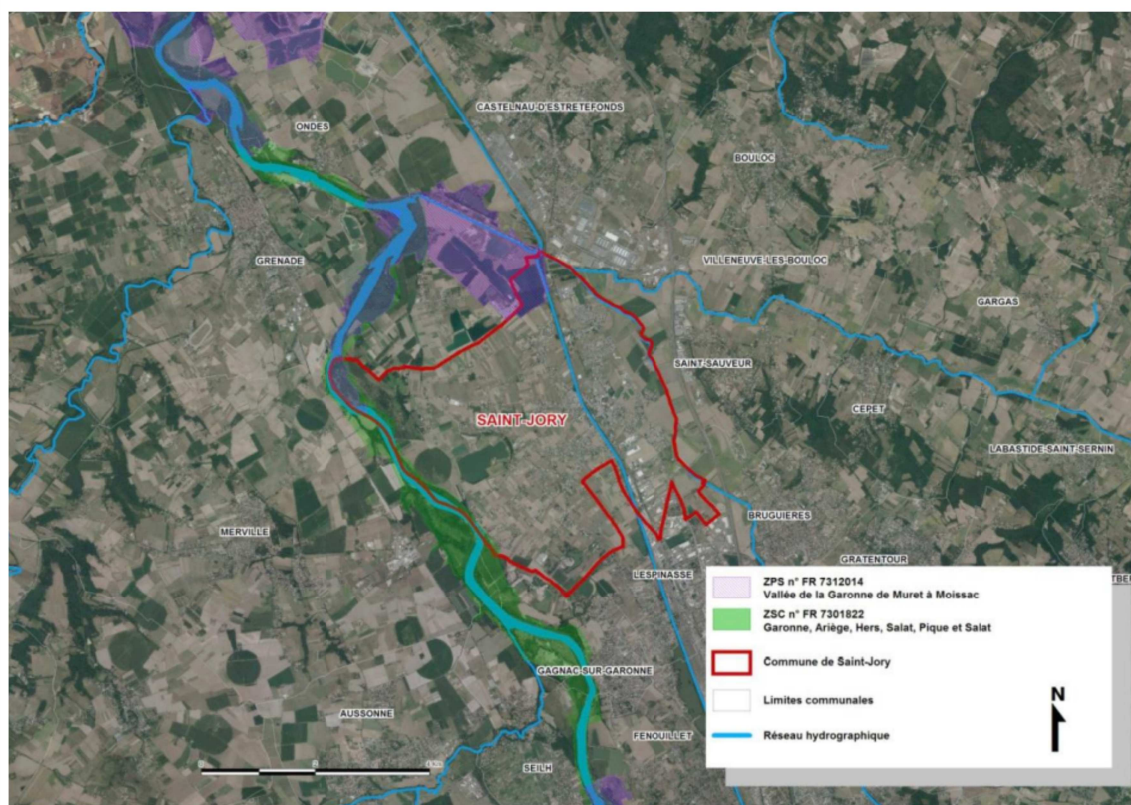
2.7. Natura 2000

- La commune de Saint-Jory, est traversée par 2 sites appartenant au réseau Natura 2000 :

- La zone Spéciale de Conservation – ZSC n° FR 7301822 « Garonne, Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste » correspondant à l'aire de fréquentation historique du Saumon atlantique. Elle abrite plusieurs habitats naturels et espèces animales et végétales, aquatiques et terrestres, d'intérêt communautaire. Le périmètre du site correspond au lit mineur et aux berges des rivières Ariège, Hers, Salat, Pique et Neste. Sur la Garonne, il inclut également des portions de lit majeur, principalement des convexités de méandre.
- La Zone de Protection Spéciale – ZPS n°FR 7312014 « Vallée de la Garonne de Muret à

Moissac », où les espèces concernées sont principalement des échassiers (Blongios nain, Bihoreau gris, Aigrette garzette, ...) et des rapaces (Balbuzard pêcheur, Aigle botté, Milan noir, etc.) qui nichent à proximité du fleuve ou sont présents en migration. Cette ZPS est identifiée sur la gravière située à l'extrême nord de la commune, et sur la Garonne et sa ripisylve située en rive droite, à l'extrémité Ouest du territoire.

Localisation des sites Natura 2000 liés à la Garonne, auat/T



Source: DREAL AU/AT

La zone d'influence du PLU associée aux perturbations engendrées par les différents points de la présente modification se limiteront au zonage direct et à un environnement très proche.

Compte tenu de la distance des sites du réseau Natura 2000 par rapport au territoire (plus de 5 kilomètres), les modifications apportées par la présente procédure n'auront aucun effet sur les espaces et espèces protégés au titre la directive européenne 92/43/CEE sur la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages, instituant le réseau Natura 2000.



Compte tenu de la nature des changements apportés par rapport au PLU approuvé au regard des surfaces et localisations des espaces naturels et assimilés et des projets d'urbanisation prévus, le projet de 3ème modification du PLU de Saint-Jory n'aura manifestement pas d'effet notable sur les sites du réseau Natura 2000 recensés dans le secteur ^[1]

¹Cette évaluation des incidences de la 3ème modification du PLU de Saint-Jory sur les sites Natura 2000 les plus proches ne se substitue pas aux études ultérieures nécessaires à engager, préalablement à la réalisation de tout nouveau projet, et obéissant en raison du cadre législatif à la réalisation d'une étude d'impact et/ou la réalisation d'un dossier Loi sur l'eau, qui peut être sous le régime de déclaration ou d'autorisation.